

L'AFSA fait pression pour les droits fonciers communautaires à la CPFA/CLPA 2019

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) s'est jointe à d'autres organisations de la société civile pour souligner l'importance des systèmes communautaires d'utilisation et de gestion des terres (CLUMS) lors de la Conférence sur la politique foncière en Afrique qui s'est tenue à Abidjan, Côte d'Ivoire du 25 au 29 novembre dernier.

Lors d'un événement parallèle, l'AFSA a présenté quatre de ses études de cas sur les CLUMS. Ces études de cas, provenant de quatre pays africains de : Le Cameroun, le Botswana, l'Ouganda et le Zimbabwe ont montré comment les communautés africaines ont trouvé des solutions contre l'acaparement des terres et comment elles se sont organisées pour mener des activités visant à restaurer la nature productive des sols pour différents types d'activités.

Au Cameroun, les études ont montré comment les petites initiatives communautaires ont réconcilié les agriculteurs et les pasteurs vivant dans la même région. Au Botswana, l'étude a montré comment les peuples autochtones ont plaidé pour la reconnaissance de leurs droits sur un site inscrit. En Ouganda, nous lisons comment les communautés locales ont lutté à différents niveaux pour sécuriser leurs terres et au Zimbabwe, l'étude montre comment les communautés ont travaillé ensemble pour restaurer la fertilité des terres, la biodiversité et développer l'élevage du bétail dans un environnement dégradé par des formes d'agriculture héritées de la colonisation.

Tolbert Thomas Jallah, directeur exécutif/directeur général de Faith & Justice Network Liberia, en co-animation avec Famara Diedhiou, chargé de programme au Secrétariat de l'AFSA, ont expliqué que les études de cas ont montré que les communautés n'en savaient pas beaucoup sur les conventions et législations internatio-



Famara, à gauche, et le révérend Jallah pendant la présentation de Clums ci-dessous sont quelques-unes des personnes qui ont assisté à l'événement parallèle. UNECA photo



nales (même celles qui les favorisent) et ont également souligné l'échec des États à appliquer certaines conventions internationales.

Deux recommandations fortes sont ressorties des études de cas : a) établir des cadres de dialogue équi-

tables et sincères à tous les niveaux pour traiter les questions foncières ; et b) renforcer le leadership traditionnel en matière de gouvernance écologique des terres.

L'AFSA plaide en faveur des droits fonciers à Abidjan



Les chefs traditionnels à la cérémonie d'ouverture de la Conférence sur la politique foncière. UNECA Photos

From page 1

La présentation de l'AFSA a été très appréciée parce qu'elle combinait des études juridico-politiques et des études de cas (pour plus d'informations sur les études de cas : <https://afsaf-frica.org/case-studies-land/>) comme preuve de ce qui s'est passé.

Le Roi Kongo, président de l'Association des chefs traditionnels dans son allocution, a remercié l'organisation pour ce genre de travail et a demandé son inclusion en disant que " l'AFSA ne peut faire ceci sans nous, elle devrait travailler avec nous ". Il a également déclaré : "La terre n'est pas pour la propriété individuelle, c'est pour la communauté."

Certains participants ont exprimé leur crainte d'un effondrement de la propriété communautaire qui, selon eux, est la meilleure pour la production alimentaire mais qui est maintenant menacée par la



L'équipe de l'AFSA, de gauche à droite : Famara Dhie-dhiou, Josephine Atangana, Rev Tolbert Jallah et Amadou Kanouté.

privatisation des terres.

Ils ont demandé à l'AFSA d'élargir les études de cas fonciers et d'intervenir au niveau national. Roi Kongo a insisté sur le fait que "la terre n'est pas pour la propriété individuelle, c'est pour la communauté."

La conférence a été convoquée par le Centre africain de politique foncière, une initiative conjointe de la Commission de l'Union africaine, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de la Banque africaine de

développement...

Surnommée CLPA-2019, la conférence, une manifestation d'orientation et d'apprentissage dont l'objectif était d'approfondir les capacités en matière de politique foncière en Afrique en améliorant l'accès aux connaissances et à l'information sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques foncières, a été organisée sous le thème : Gagner la lutte contre la corruption dans le secteur foncier : La voie durable pour l'Afrique.

D'autres membres de l'AFSA étaient présents : l'Institut Panafricain pour la Citoyenneté, la Consommation et le Développement (CICODEV Afrique) représenté par Amadou Kanouté & Mamadou Mballo, la Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC) représentée par Joséphine Atangana et ; plusieurs organisations mondiales et régionales.